

## INTERPOL, LA POLICE ET LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

## Un combat difficile et de longue haleine

**La police peut jouer un rôle important dans la lutte contre la corruption. Mais est-elle réellement impliquée ? Existe-t-il une volonté politique dans ce sens ? Si oui, la police a-t-elle une stratégie de lutte contre la corruption ? S'est-elle adaptée aux nouvelles conventions des Nations unies contre la criminalité transnationale organisée**

**(2000) et contre la corruption (2003), et à la nouvelle législation en vigueur en Algérie depuis le début de l'année 2006 ? L'actualité depuis quelques mois foisonne d'informations confirmant l'implication de policiers, parfois à des grades élevés, dans des affaires de corruption en tous genres. La police algérienne dispose-t-elle d'un pro-**

**gramme de prévention et de lutte contre ces dérives ? A-t-elle pris en compte et adapté la stratégie et les recommandations d'Interpol de lutte contre la corruption au sein de la police ? "Le Soir corruption" ouvre ce dossier épique en évoquant tout d'abord les initiatives prises par Interpol.** Djilali Hadjadj

La 19<sup>e</sup> Conférence régionale asiatique d'Interpol tenue en 2006 s'était terminée sur un appel à une plus grande coopération internationale et à une meilleure coordination dans la lutte contre la corruption. Les délégués ont également proposé que le secrétariat général d'Interpol fasse de la lutte contre ce fléau l'un des domaines de criminalité prioritaires de l'organisation, ce qui pourrait se traduire par la création d'une école Interpol anticorruption.

Cette suggestion va maintenant être présentée pour examen au comité exécutif. Cette recommandation n'est qu'un élément d'une série approuvée par plus de 160 hauts responsables de police venus de 35 pays pour débattre de questions relatives à leur travail auxquelles il était urgent de réfléchir dans la région asiatique.

"Le rôle unique que joue Interpol dans le travail de police signifie aussi que nous avons des responsabilités qui nous sont propres, notamment celle de faire en sorte que des normes soient élaborées et respectées — en particulier en ce qui concerne la corruption, pour laquelle il n'y a de place ni au sein des services chargés de l'application de la loi ni dans la société dans son ensemble", a déclaré le président d'Interpol, M. Jackie Selebi.

"Je me félicite de la volonté manifestée par la région Asie de lutter contre la corruption, et je suis sûr que le reste de nos pays membres nous soutiendra dans cette importante tâche". On également été recommandés au cours de cette réunion de trois jours : un renforcement de la coopération régionale et internationale dans les enquêtes sur les malfaiteurs en fuite ; que les pays qui n'ont pas encore mis en place de structures spécialisées pour combattre le terrorisme soient encouragés à le faire le plus rapidement possible ; que l'accès aux bases de données d'Interpol soit élargi, au-delà des Bureaux centraux nationaux, aux services chargés de l'application de la loi sur le terrain, notamment aux points de contrôle aux frontières et dans les aéroports.

"C'est par la coopération et la coordination que nous avons appelées de nos vœux au cours de cette conférence que nous parviendrons à traduire en justice les malfaiteurs en fuite, à empêcher les terroristes de franchir les frontières et à gagner la bataille contre la corruption". "Nos Bureaux centraux nationaux (BCN) ont d'ores et déjà obtenu des résultats tangibles dans leur action contre toutes les formes de criminalité, et grâce au soutien que les

gouvernements apportent en élargissant l'accès à nos bases de données, nous pouvons faire en sorte que les informations utiles à ces BCN parviennent également au policier de la rue".

#### La lutte contre le blanchiment d'argent

Chaque année, des officiers spécialisés d'Interpol passent en revue des milliers de messages en provenance des Etats membres, et informent les enquêteurs ordinaires de l'existence de liens entre différentes enquêtes dans différents pays. Dans les cas les plus importants et les plus complexes, le Secrétaire général de Lyon sert alors de centre d'information et de base pour les réunions coordonnées des Groupes d'action. Le premier instrument alors utilisé est le Système global de communications policières d'Interpol, le I-24/7.

Grâce à l'utilisation de ce système, les enquêteurs à travers le monde peuvent rechercher et vérifier les informations, et ont un accès direct à la base de données. Avec l'ajout d'informations sur le blanchiment d'argent, les enquêteurs disposeront d'une source unique d'information en matière policière et financière. L'Unité anti-blanchiment d'Interpol a vocation à améliorer l'efficacité de la coopération entre les différents partenaires dans la lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme ; ceci passe par la mise en place d'officiers de liaison nationaux à travers le monde, œuvrant en qualité de points de contacts. L'Unité anti-blanchiment est également engagée dans des initiatives communes avec d'autres organisations internationales.

Ceci comprend notamment des initiatives pour améliorer l'échange d'informations entre les Cellules de renseignements financiers (CRF). Enfin, le Secrétaire général d'Interpol contribue activement à la formation et à la fourniture d'assistance technique en matière LAB/CFI.

#### Une formation anti-corruption

Le Groupe d'action anti-terrorisme d'Interpol, appelé "Fusion Task Force", se concentre sur les méthodes les plus significatives permettant le transfert d'argent par les terroristes. Le "Fusion Task Force" se sert de l'adhésion à Interpol comme d'un catalyseur permettant la collecte d'informations, afin d'identifier les membres des organisations terroristes ainsi que le réseau logistique qui les soutient. L'analyse globale identifiant les organisations,

les suspects ou techniques qui pourraient causer un risque sont ensuite transférées aux Etats membres concernés. Plus récemment, lors d'une réunion au Brésil, en septembre dernier, Interpol annonçait qu'il était envisagé de créer la première école anticorruption internationale de l'histoire afin de faire face au problème de la corruption au sein des services publics du monde entier. "Dans le secteur de l'application de la loi, notre réputation est ce que nous avons de plus précieux mais aussi de plus fragile", a déclaré le président d'Interpol, M. Jackie Selebi.

"La corruption tue les policiers et tue les sociétés". L'école, qui devrait être ouverte à Vienne (Autriche) en 2007,

dispensera une formation anticorruption pratique et théorique ainsi qu'une assistance technique à l'ensemble des 186 pays membres, et aidera à l'application de la Convention des Nations unies contre la corruption.

Elle mènera en outre des recherches sur les tendances, les meilleures pratiques et les nouvelles techniques dans le domaine des enquêtes sur la corruption, et fournira un soutien opérationnel et des informations sur les causes et les effets de la corruption dans le système de justice pénale. Une fois opérationnelle, l'école se tournera vers d'autres écoles de police pour qu'elles mettent en commun leurs compétences spécialisées, afin de

faire en sorte que la formation dispensée réponde aux besoins socioculturels et linguistiques de tous les pays membres. En tant qu'organisme à but non lucratif, elle sera financée par la communauté internationale des donateurs, par le secteur privé et par d'autres fondations ayant pour une gestion saine des affaires publiques.

Interpol facilite la coopération transfrontalière entre ses 186 pays membres en leur offrant des services en matière de communication policière sécurisée à l'échelle mondiale, de données et de soutien de police afin de prévenir toutes les formes de criminalité, y compris le terrorisme, et d'aider aux enquêtes ainsi qu'aux poursuites.

## ETUDE SUR LA CORRUPTION DANS LA POLICE AU CANADA

## Mesurer l'intégrité des policiers

L'évaluation de la corruption dans la police s'est révélée une tâche difficile pour les chercheurs. Une étude récente au Canada a appliqué une démarche nouvelle — plutôt que de viser la corruption, les chercheurs se sont attardés à mesurer l'intégrité des policiers et de leur service.

Les outils et techniques élaborés pour l'étude peuvent être utilisés par les cadres supérieurs de police pour évaluer la compréhension qu'ont les agents des règles de leur service relatives à l'inconduite et leurs opinions sur la gravité des différents genres d'inconduite, les mesures de discipline appropriées et leur volonté de signaler les comportements fautifs. Cette étude se fonde sur les réponses de 3 235 agents au sein de 30 services de police à des questions sur des scénarios hypothétiques liés aux inconduites.

Leurs réponses ont aidé les chercheurs à déterminer et à décrire les caractéristiques de la culture policière qui incitent les employés à résister à certains genres d'inconduites ou à les tolérer. Les auteurs de l'étude ont classé les 30 services répondants en fonction de l'intégrité de leur environnement, après quoi ils ont choisi trois services ayant obtenu un classement élevé afin de les soumettre à une évaluation approfondie et à des observations sur le terrain. Ces services ont été désignés "services d'intégrité".

On a demandé aux agents de répondre de façon anonyme à plusieurs questions sur des scénarios hypothétiques. L'analyse de leurs réponses a permis de déterminer leur degré de compréhension des règles du service sur l'inconduite, leurs opinions quant à la gravité de différents genres d'inconduite,

leur connaissance et leurs opinions sur les mesures disciplinaires éventuelles, et leur volonté de signaler les comportements prosocrits. Les agents connaissent-ils ces règles ? Si les trois services d'intégrité ont investi des ressources considérables à l'élaboration de règles régissant la conduite des agents, nombre des agents n'avaient pas une idée précise de certains aspects de la politique officielle.

Par exemple, dans les trois services, plus de 10 % des agents n'étaient pas sûrs si un superviseur qui abuse de son autorité pour un profit personnel contrevient à la politique. Dans deux des services, plus de 10 % des agents ne savaient pas que l'omission d'arrêter un ami visé par un mandat pour infraction majeure au lieu de simplement l'avertir de l'existence du mandat constituerait une violation de la politique officielle. Au sein du troisième service, le fait d'accepter des repas à moitié prix et d'autres menus présents était prosocrit sur papier, mais permis en pratique.

De telles contradictions sont source de confusion et risquent d'empêcher les agents de correctement interpréter la politique dans des domaines plus critiques.

Les résultats de l'étude donnent à penser que la politique officielle d'un service risque d'être minée par une version officieuse, non écrite. Pour éviter cet écueil, les gestionnaires de police doivent suivre la politique officielle dans l'exercice de leurs fonctions et offrir une formation aux agents qui auraient des doutes sur la politique officielle. Une autre option, bien sûr, consisterait à modifier la politique officielle pour l'harmoniser aux pratiques en cours.

## Transparency Maroc célèbre le 6 janvier, Journée nationale contre la corruption

**Forte préoccupation par la corruption dans la justice et par la recrudescence des interpellations des membres de la société civile et des avocats.**

Depuis sa création, Transparency Maroc suit la détérioration du classement du Maroc dans les évaluations nationales et internationales et dénonce la corruption qui sévit dans les milieux de la justice et dont l'ampleur est attestée à la fois par les résultats des enquêtes indépendantes, par la presse ainsi que par de nombreux témoignages. La justice assume une grande part de responsabilité dans cette évolution en manquant à sa fonction de gardienne de la primauté de la loi et en subissant en son sein les influences du pouvoir de l'argent et le clientélisme. En procédant à la suppression de la Cour spéciale de justice et à la réforme de certaines dispositions pénales régissant la matière, le gouvernement semblait disposé à prendre les mesures nécessaires pour permettre à la justice d'assumer pleinement ses fonctions dans la lutte contre le fléau.

L'efficacité et la crédibilité de l'action d'envergure qui doit être entreprise sur ce plan dépendent largement de l'effectivité du respect de la liberté d'expression, de la protection des témoins et de l'aménagement des moyens d'encourager la dénonciation y compris par l'abolition et la récompense de ceux qui collaborent avec la justice. Force est de constater que la justice est loin de don-

ner les signes d'une évolution sur cette voie. De plus en plus, au moment où les acteurs de la société civile assument leur fonction citoyenne en relatant les dysfonctionnements constatés par tous et en rapportant les secrets de Polichinelle qui circulent dans les couloirs des tribunaux, le parquet retrouve toute son énergie et ses initiatives pour les convoquer, demander la preuve des faits rapportés et considérer que leur divulgation offense la justice.

De telles attitudes constituent des tentatives délibérées pour intimider les auteurs de ces déclarations et maintenir le complot du silence. Elles dissuaderont à coup sûr les citoyens de témoigner des pratiques qui parviennent à leur connaissance dès lors qu'elles impliquent des fonctionnaires de la justice ou des personnalités influentes.

C'est pourquoi Transparency Maroc a exprimé sa réprobation à l'égard de la convocation par le parquet de Casablanca d'un de ses membres au sujet des exemples de pratiques de corruption dont il s'est fait l'écho au cours d'un séminaire ainsi que les manœuvres qui ont visé le groupe d'avocats de Tétouan, auteurs d'un communiqué commun sur l'état de la justice dans leur ville et que les événements ultérieurs ont largement confirmé. Tout en expri-

mant à ces militants sa solidarité et son soutien, Transparency Maroc souhaite dire haut et fort que ce n'est pas la dénonciation de la corruption qui peut constituer une offense aux magistrats mais bien la démission de l'Etat face à sa progression. A l'occasion de la journée nationale de lutte contre la corruption, le 6 janvier, Transparency Maroc lance un appel pressant au ministre de la Justice, en sa qualité de chef du Parquet, et au gouvernement dont il relève, pour que les pouvoirs dont ils sont dépositaires soient mis au service de la consolidation de la transparence et de l'Etat de droit au lieu de servir à des règlements de compte qui minent davantage la confiance des citoyens dans leur Justice. Elle souhaite, en conséquence, que ces procédures soient abandonnées et que s'ouvre une phase de coopération efficace entre la société civile, l'administration et le corps judiciaire pour renforcer l'action de la justice dans la lutte contre ce fléau et réconcilier l'autorité judiciaire avec l'opinion publique. C'est là le prix de la crédibilité du plan d'action du gouvernement contre la corruption.

**LE DEBAT EST OUVERT**  
"Le Soir Corruption"  
peut être joint par voie postale  
Le Soir d'Algérie - Espace "Corruption"  
Maison de la presse, 1, rue Bachir-Attar, Alger  
Fax : 021 67 06 56  
Internet : soir\_corruption@hotmail.com

### ● Vaste coup de filet contre des policiers

#### ripoux à Rio de Janeiro...

Lors d'un coup de filet d'une ampleur inédite dans les rangs de la police de Rio de Janeiro, 75 policiers ont été arrêtés, ont annoncé les autorités, le 16 décembre dernier. Ils sont accusés d'avoir reçu des pots-de-vin de narcotrafiants pour les laisser agir à leur guise, et de leur avoir vendu des armes et de la drogue. Au total, l'enquête révèle que plus de 450 policiers sont impliqués et que des caids ont recruté d'ex-quérilleros angolais, chargés de leur dispenser un entraînement militaire pour combattre les gangs rivaux. Cinq autres policiers ont, en outre, été arrêtés pour connivence avec un mafia de jeux de hasard (interdits), que l'ex-chef de la police de Rio est accusé d'avoir protégée.

### ● ...Et des émeutes contre la corruption de la police agitent l'est de la Chine

Dans la ville de Ruian, des milliers de personnes ont manifesté violemment après le "suicide" d'une enseignante. Elles estiment que la police a été achetée pour couvrir un meurtre.

C'est un dimanche triste et amer qu'a vécu la ville de Ruian, près de Wenzhou, dans la province côtière chinoise du Zhejiang. Au dernier moment, les autorités ont obligé les élèves à se rendre en classe afin d'éviter que la "journée des professeurs", célébrée en Chine, ne soit l'occasion de nouveaux rassemblements. Indignée par le prétendu suicide d'une professeure d'anglais et les méthodes d'une police perçue comme corrompue, la population rongée son frein après deux jours de manifestations.